



**PRÉFET
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de
l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRÊTÉ

Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02420P0171
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Centre-Val de Loire
Officier de la Légion d'honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020-111 du 1er octobre 2020 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02420P0171 relative à la création d'une voie de liaison entre la RD21 et la RD136-B sur la commune de Bû (28), reçue complète le 15 décembre 2020 ;

VU la décision tacite, née le 21 janvier 2021, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé du 11 janvier 2021 ;

CONSIDÉRANT que le projet vise à créer une voie de liaison entre la RD21 et la RD136-B, associée à une voie verte sur la commune de Bû (28) ;

CONSIDÉRANT que le projet relève de la catégorie 6°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet prévoit :

- la construction d'une voie de liaison à 2 voies de 6 m de largeur et sur 800 m environ, entre la RD21 et la RD136-B,
- la création d'un carrefour simple tourne à gauche au droit de l'intersection entre la RD 21 et la voie de liaison,
- l'aménagement des intersections avec la voie de liaison au moyen de carrefours en T,
- la création d'une voie verte de 3 m de largeur entre la RD21 et la RD136-B le long de ladite voie de liaison,
- et la création d'une desserte depuis la voie de liaison du complexe sportif, en mettant en impasse la rue de l'Église ;

CONSIDÉRANT qu'une partie du projet est comprise dans le périmètre de protection de l'Église Notre Dame, classé monument historique ; qu'il appartiendra au porteur de projet d'en respecter les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que la commune de Bû se trouve dans la zone de répartition des eaux (ZRE) pour la nappe de l'Albien ;

CONSIDÉRANT que le projet est localisé en dehors de tout zonage d'inventaire ou de protection concernant la biodiversité ;

CONSIDÉRANT qu'il se situe dans une zone potentiellement sujette aux inondations de caves par remontée de nappe ainsi que dans une zone où l'aléa retrait-gonflement des argiles est faible à moyen selon l'endroit du terrain et qu'il appartiendra au pétitionnaire d'en tirer les conséquences ;

CONSIDÉRANT que la voie de liaison projetée réutilise l'emprise d'un chemin agricole existant ; qu'elle a vocation à améliorer l'accessibilité du collège Charles de Gaulle et du complexe sportif en évitant le bourg et en reportant le trafic vers l'extérieur ; que ce contournement permet ainsi d'en sécuriser les accès et de limiter les nuisances pour les populations riveraines qui sont éloignées de ladite voie d'une centaine de mètres, tant en matière de pollution sonore et visuelle, que de qualité de l'air ;

CONSIDÉRANT que cette voie sera doublée d'une piste cyclable, laquelle pourrait encore contribuer à limiter les nuisances dues aux véhicules, à condition qu'elle soit connectée à un réseau maillé et cohérent, notamment en direction du collège et du centre-bourg, via la RD136-B ;

CONSIDÉRANT que dès lors, le projet n'est pas susceptible d'avoir, sur l'environnement et la santé humaine, d'autres incidences notables ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : La décision tacite, née le 21 janvier 2021, soumettant à évaluation environnementale le projet de création d'une voie de liaison entre la RD21 et la RD136-B sur la commune de Bû (28), est annulée.

ARTICLE 2 : Le projet de création d'une voie de liaison entre la RD21 et la RD136-B sur la commune de Bû (28) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

ARTICLE 4 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le
Pour le préfet et par délégation,

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à : **M. le Préfet de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;
- un **recours hiérarchique**, adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;
- un **recours contentieux**, en saisissant le **tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

Dans les deux premiers cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.
Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.